

Réseau des aires protégées d'Afrique centrale Le Rapac sauvé, Omer Ntougou plébiscité !

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

La 25e session du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale extraordinaires du Réseau des aires protégées d'Afrique centrale, vient de s'achever à Malabo, en Guinée-Equatoriale. Du 9 au 10 février, les administrateurs des huit pays membres (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo et Tchad) ont évalué l'état d'avancement de la réforme de cette importante organisation.

ON est aujourd'hui bien loin de ce fameux Conseil d'administration extraordinaire

du Réseau des aires protégées d'Afrique centrale (Rapac), convoqué en urgence à Libreville les 7 et 8 avril 2015. Ces jours-là, les administrateurs du réseau régional constataient un fait indéniable: la déroute financière de l'organisme. Comptes au rouge, gouvernance institutionnelle décadente, départ des partenaires techniques et financiers...

Au bord du dépôt de bilan, les représentants des pays membres n'avaient pas d'autres choix que d'ouvrir une période de transition, afin d'engager la réforme du Rapac. Cette lourde tâche fut confiée à l'Agence nationale des parcs nationaux du Gabon.

Administrateur du Rapac pour le compte du Gabon, le Pr Lee White fit entériner par le Conseil, la nomination du Gabonais Omer Ntougou Ndoutoume, directeur de la



Photo : DR

Omer Ntougou, le nouveau secrétaire exécutif du Rapac : un homme compétent.

communication de l'ANPN, comme Secrétaire exécutif de transition.

Dix mois plus tard, la situation du Rapac, exposée au Conseil d'administration de Malabo, est complètement différente. En effet, les différentes dettes ou dépenses injustifiées revendiquées par les projets menés par le réseau ont été réduites de plus d'un milliard 700 millions à près de 25 millions



Photo : PMM

Le président du Conseil d'administration du Rapac, Anatolio Ndong Mba.

de Fcfa. Le contentieux avec la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) du Gabon, qui réclamait au Rapac un lourd redressement, a été échelonné et partiellement soldé. Le PCA et le secrétaire exécutif ont réussi à négocier directement avec la Commission européenne à Bruxelles, une subvention de fonctionnement d'un peu moins de 1,5 million d'euros, qui permet

actuellement au RAPAC de mener sa réforme et de stabiliser son personnel.

CONSÉCRATION • Impressionnés et admiratifs devant de tels résultats, les administrateurs réunis à Malabo ont, à l'unanimité, décidé de confier un mandat de plein exercice à notre compatriote Omer Ntougou Ndoutoume. « La compétence de cet expert de haut calibre est unanime-

niment saluée dans la sous-région et à l'international, et reconnue par les partenaires techniques et financiers de la conservation. Le travail qui a été abattu en moins de 10 mois est tout simplement incroyable, exceptionnel et force l'admiration. Il a ramené la sérénité au Secrétariat exécutif du Rapac. Il a rétabli la confiance auprès des pays et des partenaires. A tel point que le Rwanda demande aujourd'hui à nous rejoindre. Il est, dès lors, normal et à féliciter vivement, que les administrateurs aient choisi l'option de la sécurité, en confiant le destin de cette importante organisation à cet homme d'expérience, de talent et dont le professionnalisme est largement au-dessus de la normale », a affirmé le Pr Samy Mankoto, ancien PCA et actuel ambassadeur extraordinaire du Rapac.

Cotisations au Rapac

Le coup de sang de la Guinée-Equatoriale

MSM
Libreville/Gabon

LES cotisations des États d'Afrique centrale sont toujours attendues au Rapac et laissent planer, finalement,

des doutes sur la valeur que ces pays accordent à la protection de leurs parcs nationaux. Ce qui a entraîné une sortie quelque peu poignante du ministre équatorien, seul pays d'Afrique centrale à avoir payé l'intégralité de ses cotisations au

Rapac. « Nous devons donner de la valeur aux institutions et aux organisations que nous avons nous-mêmes créées. Nous ne pouvons plus laisser ces organisations en difficultés pour des questions de cotisations. Je m'adresse ici aux

pays d'Afrique centrale, membres du Rapac. Si nous reconnaissons que cette organisation apporte une valeur ajoutée à la conservation de nos aires protégées, nous devons aussi faire l'effort financier de la rendre forte et dynamique»,

a martelé Francisco Mba Olo Bahamonde. Le Gabon devrait donner du contenu à ses ambitions, en faisant la démonstration que soutenir notre compatriote, c'est aussi apurer dans l'immediat nos arriérés de cotisation au Rapac, dont la

contribution annuelle s'élève à la somme de 4 millions de Fcfa et pour lequel notre pays vient d'accumuler 11 ans d'arriérés de cotisations, soit juste 44 millions de Fcfa. Une somme que la République gabonaise, pays siège du Rapac.

Une nouvelle agence et des offres incroyables avec Samsung !

NOUVELLE AGENCE GABCEL - SAMSUNG EN FACE DE MBOLO

SAMSUNG GALAXY NOTE 5 DUAL SIM 581 000 FCFA	SAMSUNG GALAXY S6 EDGE PLUS 480 000 FCFA
SAMSUNG GALAXY S6 EDGE 430 000 FCFA	SAMSUNG GALAXY A5 2016 306 000 FCFA
SAMSUNG GALAXY J2 112 000 FCFA	SAMSUNG GALAXY J5 165 000 FCFA

Offre valable dans le limite des stocks disponibles. Photos non contractuelles. Prix TTC.



LIBREVILLE : SAMSUNG GABCEL CENTRE-VILLE - Immeuble Président - Tél : 06 00 00 09
 SAV : Tél : 01 74 36 63
 PORT-GENTIL : SAMSUNG GABCEL PORT-GENTIL - Centre-ville, en face de l'IP19 - Tél : 07 80 50 50 - 06 26 36 46
 TÉLÉPHONES UTILISABLES SUR TOUS RÉSEAUX.

GABCEL DISTRIBUTEUR OFFICIEL

